

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 05 au 12 novembre 2025

Le Conseil des experts économiques a présenté son rapport annuel en avertissant que la politique de la dette actuelle du gouvernement allemand pourrait ne pas produire les effets escomptés sur la croissance. Bien que le gouvernement ait prévu plusieurs centaines de milliards d'euros de dépenses exceptionnelles pour l'infrastructure et la transition climatique, moins de la moitié de ces fonds seraient réellement « additionnels ». Les économistes prévoient une croissance du PIB de 0,9 % pour l'année prochaine, inférieure à l'estimation gouvernementale de 1,3 %. Le rapport critique la politique budgétaire et recommande de mieux orienter les investissements et l'innovation. Parmi les propositions controversées figure une réforme de l'impôt sur les successions et les donations, incluant les entreprises familiales, et l'introduction d'un dépôt d'épargne favorisé par l'État pour les jeunes, soutenant la constitution d'un capital dès l'enfance.

Dans son discours du 9 novembre, le président allemand Frank-Walter Steinmeier a mis en garde contre les menaces pesant sur la démocratie et la liberté en Allemagne. Il a rappelé que cette date agit comme un « sismographe » de l'histoire allemande, marquant à la fois la fin de la Première Guerre mondiale en 1918, la Nuit de cristal en 1938 et la chute du mur de Berlin en 1989. Selon lui, jamais depuis la réunification la démocratie n'a été autant attaquée, notamment par la montée de l'extrême droite, l'antisémitisme et un climat d'insécurité. Steinmeier a averti contre les partis dérivant vers l'hostilité constitutionnelle, rappelant que l'État de droit peut se défendre, y compris par le bannissement de partis ou l'exclusion d'extrémistes de la fonction publique. Il a exhorté les forces politiques du centre droit à garder leurs distances avec les extrémistes, et la gauche à débattre ouvertement de sujets sensibles comme la migration et la sécurité, pour ne pas les laisser aux populistes. Il a conclu par un appel à la responsabilité collective : « Faisons ce qu'il faut faire. »

L'écrivain Boualem Sansal a été gracié par le président algérien Abdelmadjid Tebboune le 12 novembre 2025, à la suite d'une médiation du président allemand Frank-Walter Steinmeier, intervenue deux jours plus tôt. Ce dernier avait plaidé pour un geste humanitaire, demandant à son homologue d'accorder la grâce à l'auteur franco-algérien de 81 ans, emprisonné depuis novembre 2024 pour avoir « porté atteinte à l'unité nationale » à la suite de propos jugés controversés. Invoquant l'âge avancé et la santé fragile du romancier, le président allemand avait proposé que Sansal soit accueilli en Allemagne afin d'y recevoir des soins médicaux. Le 12 novembre, la présidence algérienne annonçait avoir accepté la demande, précisant que l'Allemagne prendrait en charge le transfert et le traitement de l'écrivain. L'affaire, qui avait tendu les relations franco-algériennes, s'est débloquée grâce à cette initiative diplomatique allemande, menée en coordination avec Paris.

L'AfD défend un déplacement polémique en Russie, malgré les critiques unanimes venues de tout l'éventail politique. Plusieurs élus du parti d'extrême droite doivent participer à une conférence à Sotchi en Russie consacrée aux relations entre l'Union européenne et les pays du groupe BRICS. La direction du parti soutient et finance cette initiative, qu'elle présente comme un moyen de « maintenir le dialogue » avec Moscou. Cette démarche a déclenché une vive indignation en Allemagne. Des responsables de la CSU, du SPD, des Verts et de la CDU accusent l'AfD de se comporter en relais du Kremlin, voire de trahir les intérêts nationaux. Ce voyage s'inscrit dans la série de liens étroits entre l'AfD et la Russie : conférences organisées par le Kremlin, visites en zones ukrainiennes occupées et soupçons de financements entre autres.

Le Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW) continue de réclamer un recomptage des voix des élections législatives allemandes de février 2025, où il a échoué de justesse à entrer au Bundestag. Avec 4,981 % des suffrages, soit environ 9 500 voix manquantes pour franchir le seuil des 5 %, le parti estime que des irrégularités ont pu fausser le résultat. Plusieurs erreurs locales ayant été corrigées en sa faveur, Sahra Wagenknecht et sa codirigeante Amira Mohamed Ali demandent une vérification complète du scrutin. La décision appartient au comité de contrôle électoral du Bundestag, qui a déjà reçu plus de 1 000 recours. Si un recomptage confirmait une erreur et permettait au BSW d'obtenir plus de sièges, cela remettrait en cause la majorité CDU/CSU-SPD au Bundestag. Sarah Wagenknecht a par ailleurs annoncé qu'elle renonçait au poste de présidente de son parti. Elle restera toutefois active en politique au sein du parti.

Le président de la Bundesbank, Joachim Nagel, a présenté un plan en plusieurs étapes pour réformer la règle constitutionnelle du frein à l'endettement (Schuldenbremse) afin d'assurer la stabilité budgétaire tout en maintenant la capacité d'investissement. Selon ce projet, les dispositions actuelles resteraient en vigueur jusqu'en 2029, y compris les exceptions permettant des emprunts supplémentaires pour la défense, les infrastructures et la protection du climat. Entre 2030 et 2035, une phase de transition réduirait progressivement le niveau de la nouvelle dette. À partir de 2036 le gouvernement fédéral disposerait d'une marge d'endettement fixe de 0,8 % du PIB destinée à financer des investissements matériels, notamment dans les transports. Un complément variable dépendrait du niveau d'endettement : si la dette publique reste inférieure à 60 % du PIB, un espace de 0,35 % serait maintenu ; au-delà, il tomberait à 0,1 %.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Le chancelier **Friedrich Merz** a célébré ses 70 ans le 11 novembre 2025 au Bundestag, entouré de collègues et de proches. Malgré sa discrétion, sa formation politique lui a réservé une fête surprise, avec discours et cadeaux. Jens Spahn, président du groupe CDU/CSU au Bundestag, lui a offert trois cravates à motifs d'animaux, tandis que Merz, plaisantant sur son signe astrologique du Scorpion, a évoqué sa détermination. La réception a réuni quelque 300 invités autour d'un buffet et d'un concert du trompettiste Til Brönner. Les hommages ont salué sa constance, son énergie et son sens du devoir.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

70 ans



Le 12 novembre 2025, la **Bundeswehr fête ses 70 ans** avec une cérémonie publique à Berlin, en présence du président Frank-Walter Steinmeier et du ministre de la Défense Boris Pistorius. Créée en 1955 comme armée parlementaire démocratique, elle a évolué vers une armée de missions à l'étranger, mais reste confrontée à des déficits de financement, d'effectifs et de matériel. Le lancement d'un fonds spécial de 100 milliards d'euros et le Sondervermögen visent à rattraper ces retards, notamment dans l'acquisition d'équipements, le recrutement et la modernisation des infrastructures. Pour renforcer sa résilience, la Bundeswehr envisage la réintroduction de la conscription et des formations nationales à la sécurité pour dirigeants et citoyens, afin de redevenir une institution intégrée à la société et capable de dissuasion.